

*Questions orales***L'INDUSTRIE AUTOMOBILE****L'USINE HYUNDAI AU QUÉBEC—LA NÉGOCIATION D'UN NOUVEL ACCORD**

M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Expansion industrielle régionale. Certains pourraient dire que les créations d'emplois de Hyundai seront aux dépens d'emplois existants si l'on ne s'approvisionne pas au Canada. Nous pouvons comprendre que l'on abandonne un marché de 300 millions au profit de certains avantages. Le ministre pourrait-il déposer tout nouvel accord conclu, pour que les Canadiens, et en particulier ceux de l'industrie automobile, puissent voir les avantages que l'on tirera du sacrifice d'un accord de 300 millions?

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, je ne comprends pas pour quelle raison on parle du sacrifice d'un accord de 300 millions. Il est regrettable qu'après que l'on ait obtenu une usine Toyota, une usine Honda et une usine American Motors pour l'Ontario, l'opposition ait des objections contre l'implantation de l'usine Hyundai, la première à s'installer au Québec.

M. Broadbent: Ne racontez pas d'histoire.

LES CRITÈRES RELATIFS À L'APPROVISIONNEMENT

M. Howard McCurdy (Windsor—Walkerville): Monsieur le Président, nous aimerions avoir un peu plus de documentation de la part du ministre de l'Expansion industrielle régionale. Nous aimerions que l'on nous montre que les fabricants canadiens, les fabricants de pièces et d'outillage, les constructeurs d'équipement pour l'industrie automobile sont heureux que les Japonais et les Sud-Coréens viennent s'installer sans avoir à respecter les conditions imposées aux fabricants canadiens en vertu du pacte de l'automobile. Voyons la documentation sur l'enthousiasme des fabricants nationaux pour une initiative qui sera à leurs dépens.

L'hon. Sinclair Stevens (ministre de l'Expansion industrielle régionale): Monsieur le Président, si l'on juge les connaissances du député sur cette question, on voit qu'il n'est pas dans le coup. Les fabricants d'automobiles qui vont s'installer au Canada, ceux dont j'ai parlé, ont tous déclaré qu'ils désiraient atteindre un stade où ils se conformeront au pacte de l'automobile. J'ai déjà dit que des fonctionnaires du ministère travaillaient à préparer des relations contractuelles. Le gouvernement n'a signé aucun accord qui n'ait l'appui total de mon ministère.

M. Boudria: Voyons-le; déposez l'accord.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR**LES NÉGOCIATIONS ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS—ON DEMANDE LE RETRAIT DES VIDÉOCASSETTES**

M. Brian Tobin (Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Commerce extérieur. Va-t-il accepter de retirer les quelque 400 vidéocassettes réalisées par son ministère et notre négociateur commercial en chef sur la position du gouvernement à propos du libre-échange? Ces enregistrements excluent deux provinces du Canada d'une carte censée représenter la totalité de notre pays. Accepte-t-il de retirer immédiatement de la circulation de ces enregistrements?

L'hon. James Kelleher (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, le député a parfaitement raison. Il y a effectivement eu une erreur dans la carte informatisée. J'ai commandé une version corrigée de cette carte à la société qui a réalisé l'enregistrement, et tous les députés et les sénateurs en recevront sous peu un exemplaire.

Des voix: Oh, oh!

M. Axworthy: Annulez le mien.

M. Broadbent: Inutile de faire de telles dépenses.

LE COÛT DE PRODUCTION DES VIDÉOCASSETTES

M. Brian Tobin (Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe): Monsieur le Président, le ministre du Commerce extérieur peut-il dire aux députés combien a coûté aux contribuables canadiens cette malheureuse première tentative de description de notre pays tel que le voit le gouvernement aux députés et aux Canadiens? J'attends une excuse et une évaluation du coût de ce faux pas.

• (1500)

L'hon. James Kelleher (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, j'ai déjà rendu public le coût de cette documentation, et je puis assurer le député que la correction de cette erreur ne coûtera pas un sou au gouvernement fédéral.

Des voix: Bravo!

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LES VOIES ET MOYENS**LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU**

L'hon. Barbara McDougall (au nom du ministre des Finances) propose: Qu'une motion de voies et moyens, tendant à modifier la Loi de l'impôt sur le revenu, déposée à la Chambre le mercredi 26 mars, soit adoptée.

(La motion est adoptée.)